

Cahiers du
MONDE RUSSE

Cahiers du monde russe

Russie - Empire russe - Union soviétique et États
indépendants

49/2-3 | 2008
Sortie de guerre

« Au chien, une mort de chien »

Les partisans face aux « traîtres à la Patrie »

Masha Cerovic



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/9128>

DOI : 10.4000/monderusse.9128

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 20 septembre 2008

Pagination : 239-262

ISBN : 978-2-7132-2196-5

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Masha Cerovic, « Au chien, une mort de chien », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 49/2-3 | 2008, mis en ligne le 01 janvier 2011, Consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/9128> ; DOI : 10.4000/monderusse.9128

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CMR&ID_NUMPUBLIE=CMR_49&ID_ARTICLE=CMR_492_0239

« Au chien, une mort de chien ». Les partisans face aux « traîtres à la Patrie »

par Masha CEROVIC

| Editions de l'EHESS | *Cahiers du monde russe*

2008/2-3 - Vol 49

ISSN 1252-6576 | ISBN 9782713221965 | pages 239 à 262

Pour citer cet article :

—Cerovic M., « Au chien, une mort de chien ». Les partisans face aux « traîtres à la Patrie », *Cahiers du monde russe* 2008/ 2-3, Vol 49, p. 239-262.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

MASHA CEROVIC

« AU CHIEN, UNE MORT DE CHIEN »

Les partisans face aux « traîtres à la Patrie »

L'attention récente, accordée par les historiens à la collaboration locale dans les territoires occupés par les Allemands, se porte surtout sur l'implication de citoyens soviétiques dans la politique génocidaire allemande et, plus généralement, dans les violences d'occupation¹. Parallèlement, les chercheurs manifestent un intérêt nouveau pour l'épuration des collaborateurs par le pouvoir soviétique au lendemain de la libération². Amir Weiner a ainsi souligné l'impact qu'ont pu avoir l'expérience de l'occupation puis celle de l'épuration sur la refondation de l'identité soviétique après-guerre³. Les racines de ce processus sont à rechercher dans la période d'occupation même. La politique d'occupation allemande, l'exploitation économique, la maîtrise des territoires, tout autant que la répression, reposaient sur l'administration locale, néanmoins, un puissant mouvement partisan émergea face à cette participation massive de citoyens soviétiques à la gestion ordinaire de l'occupation. En marge du front, loin des

1. Voir notamment Martin Dean, *Collaboration in the Holocaust : Crimes of the Local Police in Belorussia and Ukraine*, New York : St Martin's Press, 2000 ; Christian Gerlach, *Kalkulierte Morde : Die deutsche Wirtschafts- und Vernichtungspolitik in Weissrussland 1941 bis 1944*, Hamburg : Hamburger ed., 1999 ; Bernhard Chiari, *Alltag hinter der Front : Besatzung, Kollaboration und Widerstand in Weissrussland*, Düsseldorf : Droste Vrlg., 1998 ; Dieter Pohl, *Die Herrschaft der Wehrmacht : Deutsche Militärbesatzung und einheimische Bevölkerung in der Sowjetunion 1941-1944*, Munich : Oldenbourg Verlag, 2008 ; Boris N. Kovalev, *Nacistskaya okkupacija i kollaboracionizm v Rossii, 1941-1944*, M. : AST, 2004.

2. Voir par exemple Aleksandr E. Epifanov, « Otvetstvennost' za voennye prestuplenija, soveršennye na territorii SSSR v period Velikoj Otečestvennoj Vojny (istoriko-pravovoj aspekt) » [Responsabilité des crimes de guerre commis en URSS pendant la Grande Guerre patriotique (aspect historique et juridique)], M.: Akademija Upravljenija MVD Rossii, 2001, en sus des travaux de nombreux auteurs dans ce même numéro.

3. Amir Weiner, *Making Sense of War : The Second World War and the Fate of the Bolshevik Revolution*, Princeton : Princeton University Press, 2001.

autorités centrales, des centaines de milliers de citoyens soviétiques s'engagèrent alors dans un conflit quotidien⁴. Alfred Rieber a été amené à redéfinir ces luttes multiformes en territoire occupé comme autant de guerres civiles, malgré le caractère polémique de cette qualification⁵. Rieber, comme d'autres, met avant tout l'accent sur les conflits ethniques qui se développèrent dans les territoires frontaliers de l'URSS, en particulier ceux annexés en 1939, or c'est justement dans les territoires anciennement soviétiques que le mouvement partisan prit son essor et s'enracina véritablement.

C'est sur ce cœur du mouvement partisan, à savoir la Biélorussie orientale, le Nord-Est de l'Ukraine, les territoires occupés de Russie, en particulier dans la zone s'étendant de Brjansk à Leningrad, que porte notre étude. Les tensions de la collectivisation et de la Grande Terreur étaient toujours exacerbées et le pouvoir soviétique, inquiet des réactions de ses citoyens à l'occupation étrangère, dut s'en remettre à ces partisans pour le représenter en territoire occupé et s'opposer aux « traîtres à la Patrie », alors que les autorités centrales, désormais bien lointaines et peu informées, n'avaient plus aucune maîtrise sur les situations locales. Il s'agit ici d'examiner comment les partisans définirent leurs adversaires, comment ils comprirent la « trahison » et identifièrent les « traîtres », et comment ils réagirent à la réalité de cette collaboration. À cette fin, nous nous interrogerons sur l'intériorisation et la réinterprétation par ces hommes de catégories d'ennemis et ceci en miroir d'une identité soviétique définie par le pouvoir depuis la révolution. Cela suppose aussi une réflexion sur leur conception de la justice et de la sanction, et sur les échanges complexes qui s'instaurèrent entre ces partisans sur le terrain et les autorités soviétiques qui prirent leur relais dès la libération. L'analyse doit aussi porter sur les dynamiques des guerres civiles qui émergèrent alors, leurs ressorts et leurs manifestations, dans les pratiques d'épuration et de violence des partisans. Il convient également d'examiner le poids des conflits multiples qui marquèrent ces territoires depuis la révolution, leur rejeu éventuel, les mutations qui s'opèrent pendant l'occupation — autant d'éléments essentiels à une meilleure compréhension des mécanismes

4. La bataille des chiffres est loin d'être réglée, et il n'est pas sûr qu'elle puisse l'être un jour. On estime qu'entre trois cent cinquante et quatre cent mille partisans étaient actifs en BSSR, un maximum de deux cent mille en Ukraine, et peut-être deux cent mille en RSFSR. Le mouvement partisan était négligeable, voire inexistant jusqu'à la fin de 1943, dans les pays baltes. Cf. John Armstrong, éd., *Soviet Partisans in World War II*, Madison : University of Wisconsin Press, 1964, p. 35-36 ; Gerlach, *Kalkulierte Morde...*, p. 860-861 ; Kenneth D. Slepyan, « *The People's Avengers* » : *Soviet Partisans, Stalinist Society and the Politics of Resistance, 1941-1944*, thèse de doctorat, université du Michigan, 1994 ; Pantaleimon K. Ponomarenko, *Vsenarodnaja bor'ba v tylyu nemetsko-fašistskikh zahvatčikov, 1941-1944* [La lutte de tout le peuple sur le sol des envahisseurs germano-fascistes 1941-1944], M. : Nauka, 1986, propose des chiffres légèrement plus élevés.

5. Cf. Alfred Rieber, « Civil Wars in the Soviet Union », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 4 (1), hiver 2003, p. 130. Voir aussi Bogdan Musial, *Sowjetische Partisanen in Weißrussland : Innenansichten aus dem Gebiet Baranovici 1941-1944*, Munich : Oldenbourg Verlag, 2004 ; Slepyan, « The People's Avengers... », p. 284 (on se reportera utilement au livre issu de cette thèse, Kenneth Slepyan, *Stalin's Guerrillas: Soviet Partisans in World War II*, Lawrence : University Press of Kansas, 2006, pour une étude d'ensemble du mouvement partisan ; les références dans cet article se reportent cependant à la thèse, nettement plus détaillée et développée).

d'épuration institutionnels qui furent mis en place par la suite. En levant un coin du voile qui cache encore ces conflits protéiformes, nous pouvons espérer offrir un éclairage nouveau tant aux réalités de l'occupation qu'à l'histoire des purges soviétiques.

Notre analyse portera tout d'abord sur les formes de la « justice » des partisans. Nous chercherons à dégager la manière dont elles traduisent la compréhension, par les partisans, du crime de collaboration ainsi que des normes judiciaires soviétiques en temps de guerre, leur évolution et l'interaction dans ce domaine entre les partisans et les autorités centrales. Nous nous concentrerons ensuite sur les pratiques et dynamiques locales pour mettre en évidence la réalité de cette lutte des partisans contre les collaborateurs. Enfin, nous examinerons comment la radicalisation de cette violence a pu mener à des formes de guerre civile opposant des camps organisés sur de véritables fronts intérieurs et n'épargnant plus même les non combattants.

Les sources permettant d'appréhender ce thème sont nombreuses, mais encore peu ou pas exploitées. Il est souvent nécessaire de recourir aux sources allemandes pour éclairer le contexte et offrir une vision d'ensemble de la situation en territoire occupé, même si leur défaut majeur reste un manque total de fiabilité sur la question des affrontements entre citoyens soviétiques. Cependant, et bien que loin d'être exhaustifs, les registres de l'activité des partisans tenus par les Allemands offrent le seul aperçu global de cette lutte quotidienne qui se déroulait en marge de la guerre et de l'occupation. Par ailleurs, ces sources sont indispensables à la compréhension des politiques de lutte contre les partisans mises en place par les Allemands qui, sans faire l'objet du présent article, constituent un contexte fondamental. En Biélorussie, le territoire le plus durement touché, ces politiques firent environ 350 000 victimes, civiles dans leur écrasante majorité, qui s'ajoutent aux 700 000 prisonniers de guerre et 500 000 juifs exterminés dans cette zone, et aux quelque 100 000 civils morts de faim, de froid ou tués à divers titres ; au cours des opérations antipartisans, 627 villages biélorusses furent entièrement détruits (contre 250 en Ukraine), 100 000 personnes déportées en Allemagne, soit plus du quart des Biélorusses déportés pour le travail⁶.

Les sources soviétiques sont abondantes et riches, mais fragmentaires. Les données chiffrées globales sont d'une fiabilité pratiquement nulle⁷. Il faut donc s'en remettre aux archives des unités pour tenter d'y retrouver les dynamiques à l'œuvre et reconstruire ainsi, pièce par pièce, toutes les dimensions de ces conflits multi-formes et éminemment locaux. Ces archives des unités se trouvent soit dispersées

6. Cf. Gerlach, *Kalkulierte Morde...*, p. 952-964.

7. Différents historiens soviétiques, russes, biélorusses, ukrainiens se sont attachés à essayer de donner un fondement aux chiffres extravagants avancés par les partisans, repris et multipliés par le pouvoir soviétique. Parmi les derniers en date, voir Kuz'ma I. Kozak, « *Germanskije okkupacionnyje voennye i graždanskije organy v Belarusi 1941-1944 gg. : analiz i itogi poter'* » [Les organes civils et militaires de l'occupation allemande en Biélorussie en 1941-1944 : analyse et bilan des pertes], in V.F. Balakirau, éd., *Peršaja i Drugaja susvetnyja vojny: akupacyja i yae nastupstvy na Belarusi*, Minsk: Gistaryčnaja majsternja u Minsku, 2006, p. 87-154. Le quartier général biélorusse des partisans comptabilisait 27 977 policiers et auxiliaires tués en Biélorussie entre 1941 et 1944 ; l'auteur souligne que ce chiffre diffère considérablement de ceux avancés par les partisans eux-mêmes, qui amèneraient à un total de 78 788 morts (p. 122). Ce chiffre paraît certes plus réaliste que celui des morts allemands — 468 436 selon le quartier général, 884 472 selon les partisans — mais rien dans les sources ni dans l'historiographie ne permet de le fonder.

dans les fonds des quartiers généraux du mouvement partisan, soit rassemblées par unité dans des fonds spécifiques⁸.

Les formes très diverses prises par la lutte des partisans contre les collaborateurs résultaient en partie de l'absence de directives centrales sur ce sujet. Du point de vue des autorités centrales, cette lutte devait rester tout à fait secondaire. Dès l'été 1942, plusieurs rapports de responsables soviétiques non partisans s'inquiétaient de la prépondérance prise par la lutte contre les collaborateurs sur les autres missions confiées aux partisans — lutte contre l'occupant allemand, sabotage, espionnage — qui étaient théoriquement la raison d'être du mouvement⁹. L'important décret signé par Staline le 5 septembre 1942 « Sur les tâches du mouvement partisan » ne faisait aucune mention de la lutte contre les collaborateurs¹⁰. Dans la réalité, celle-ci constituait peut-être l'essentiel de l'activité des partisans, bien loin devant les confrontations directes avec des Allemands. Certes l'activité de sabotage prit une importance considérable, en particulier après le lancement, le 14 juillet 1943, de l'opération « guerre du rail » qui conduisit, dans la deuxième moitié de 1943, à une intensification des sabotages. Les 2 et 3 août 1943, il y eut ainsi 8 422 explosions sur les voies de chemin de fer à l'arrière du seul groupe d'armées « Centre »¹¹. À en croire même les mémoires de Žukov, les partisans biélorusses jouèrent un rôle tactique appréciable dans la préparation et le déroulement de l'opération Bagration, par les renseignements apportés sur les mouvements de troupe allemands, les sabotages de ponts et voies ferrées, et leur fonction d'éclaireurs de l'Armée rouge. Cependant, ces missions de sabotage étaient assurées par des petits groupes spécialisés à l'intérieur des unités et ne concernaient qu'une fraction des partisans. Quant aux affrontements avec les Allemands, ils étaient relativement limités, pour des raisons tactiques et géographiques. Comme dans tous les mouvements de guérilla, les partisans cherchaient à éviter l'attaque frontale avec des forces généralement supérieures en armement et en nombre, limitant leur action à des embuscades. En outre, la présence allemande était, dès l'origine, limitée aux villes et bourgs ainsi qu'aux abords des grandes voies de communication, avec une tendance à la concentration des forces dans les centres régionaux au fur et à mesure que grandissait la menace des partisans. Une grande partie du territoire occupé par les partisans était constituée de zones

8. Les archives du quartier général central du mouvement partisan se trouvent dans le fonds 69 du RGASPI (Rossijskij gosudarstvennyj arhiv social'no-političeskoj istorii — Archives d'État de Russie de l'histoire sociale et politique) à Moscou ; celles du quartier général biélorusse sont dans le fonds 1450 du NARB (Nacional'nyj arhiv Respubliki Belarus' — Archives nationales de la république du Belarus) à Minsk ; celles du quartier général ukrainien dans le fonds 62 du CDAGOU (Central'nij deržavnij arhiv gromads'kih ob'ėdnan' Ukraini — Archives centrales d'État des organisations populaires d'Ukraine) à Kiev.

9. Slepyan, « The People's Avengers... », p. 286.

10. RGASPI, f. 69, op. 1, d. 3, l. 12-17.

11. Cf. Ben Shepherd, *War in the Wild East: The German Army and Soviet Partisans*, Cambridge : Harvard University Press, 2004, p. 222 ; pour une présentation soviétique, voir N. Azjasskij et A. Knjaz'kov, *Partizanskaja operacija « Rel'sovaja vojna »* [L'opération partisane « guerre du rail »], M. : Znanie, 1985.

rurales isolées, forestières et marécageuses où les Allemands ne s'aventuraient que ponctuellement. Loin du pouvoir central soviétique et à l'abri relatif des forces allemandes, les partisans se trouvèrent alors largement maîtres du sort de ces « traîtres » auxquels ils étaient quotidiennement confrontés. Se considérant comme seuls représentants légitimes du pouvoir en territoire occupé, ils s'arrogèrent un droit de justice, qu'ils prétendirent formaliser.

L'on distingue trois catégories principales de traîtres, soumises à différents traitements : les collaborateurs, les espions et les partisans accusés de trahison. Des membres des unités pouvaient en effet tomber sous le coup d'accusation de « trahison de la patrie » pour diverses raisons, au premier rang desquelles la désertion, mais aussi la désobéissance aux ordres, la lâcheté ou la désertion du champ de bataille, ainsi que pour avoir caché leur collaboration antérieure avec les occupants, voire exceptionnellement pour avoir commis des crimes contre des civils¹². Pour statuer sur leurs cas, de nombreuses unités mirent spontanément en place des « tribunaux partisans » (*partizanskij sud*) inspirés des tribunaux révolutionnaires, des tribunaux populaires d'avant-guerre ou, souvent, des tribunaux militaires. En l'absence de ce type de tribunal, le commandant de l'unité conservait cependant un droit de vie ou de mort sur ses hommes. Ces tribunaux étaient réservés aux seuls partisans ; jamais une personne extérieure à l'unité ne pouvait y comparaître. Le plus souvent, ces tribunaux étaient constitués de trois « juges », choisis *ad hoc* parmi les partisans, qui siégeaient devant l'unité réunie au complet, mais cette organisation pouvait varier. Ainsi dans les unités dirigées par Emljutin dans les forêts de Brjansk, le *partizanskij sud* rassemblait tous les partisans qui jugeaient par vote à main levée¹³. Les partisans tendaient à conférer à ces institutions les mêmes force et légitimité qu'à de véritables tribunaux soviétiques. Dans un exemple particulièrement frappant d'institutionnalisation de la justice des partisans, quatorze « dossiers d'instruction et de jugement », concernant 77 partisans pour le mois de septembre 1943, ont été conservés pour le *partizanskij sud* de la 208^e unité Stalin (région de Minsk)¹⁴, tous rédigés comme des actes officiels. Voici un exemple de sentence : « [le tribunal partisan] a condamné à dix ans de privation de liberté à effectuer dans des lieux éloignés d'URSS après la guerre. En même temps, lui donner le droit de racheter sa faute à l'égard de la Patrie avec son sang dans les combats contre les occupants germano-fascistes. Après quoi il pourra soumettre une requête aux organes du parti soviétique compétents pour le dispenser d'effectuer sa peine et effacer sa condamnation. » Dans ses différentes formes, la justice des partisans

12. Le fait que les « manquements à la discipline militaire » étaient jugés comme des crimes de haute trahison et susceptibles d'entraîner la peine de mort montre une acceptation des normes extraordinaires de la justice militaire renforcées au début de la guerre. Les crimes commis contre les civils pouvaient être jugés en tant que trahison lorsque le chef d'accusation était le brigandage (*maroderstvo*).

13. RGASPI, f. 69, op. 1, d. 28, l. 74.

14. Sur le modèle des tribunaux militaires, ce tribunal était composé de trois juges, choisis parmi les partisans ; il statuait lors d'une séance publique après enquête menée par l'*osobyj otdel* de l'unité ; NARB, f. 1450, op. 1, d. 191.

donne ainsi un aperçu de leur compréhension et de leur interprétation des normes judiciaires soviétiques.

En ce qui concerne les espions et collaborateurs extérieurs à l'unité, la seule sentence envisagée, après enquête, était la peine de mort en tant que « traîtres à la Patrie », mais sans passage devant quelque tribunal que ce soit. La condamnation à mort s'accompagnait de la confiscation de tous les biens du condamné — une des sources principales d'approvisionnement « légal » pour les partisans et une tradition de la justice pénale soviétique en cas de crimes contre-révolutionnaires. À cela s'ajoutait souvent la destruction du domicile du traître, y compris hors de tout contexte de combat, qui suivait l'élimination du « traître », comme s'il s'agissait d'en effacer jusqu'à la dernière trace physique. En revanche, si les peines variaient peu, les procédures d'enquête et de jugement évoluèrent vers des formes d'institutionnalisation. Ainsi, l'obligation d'obtenir la sanction du commandant de l'unité avant toute exécution d'un « traître » arrêté ou fait prisonnier s'imposa progressivement, même si elle était loin d'être toujours respectée, afin de mettre fin aux exécutions sommaires de civils¹⁵. Par ailleurs, pour lutter contre les espions, la plupart des unités nommèrent un commandant adjoint chargé de l'espionnage et du contre-espionnage. La création de ce poste fut rapidement sanctionnée par Moscou et généralisée. Ce responsable était d'abord chargé de lutter contre l'espionnage, une obsession des autorités soviétiques, partagée à divers degrés par les partisans. À partir de 1943, il fut souvent placé à la tête d'un *osobyj otdel* propre à l'unité, chargé d'enquêter non seulement sur les espions mais aussi les collaborateurs et tous les éléments « suspects », notamment au sein des unités mêmes.

Si les partisans, tout comme les autorités soviétiques, privilégiaient pour ce poste des agents du NKVD ou d'organes judiciaires soviétiques, il s'agissait souvent, à défaut de personnel formé, de partisans qui avaient prouvé leur valeur au sein de l'unité. De toutes manières, le pouvoir décisionnaire restait entre les mains du commandant de l'unité, au grand dam de certains agents du NKVD¹⁶. Les autorités soviétiques entreprirent de régler et d'encadrer l'activité de ces départements spéciaux. Ce n'est cependant qu'au printemps 1944 qu'on trouve une « instruction temporaire » sur ce sujet, adressée aux unités de partisans basées dans les territoires encore occupés de Biélorussie. Dans cette instruction, les départements spéciaux se

15. On peut noter que cette centralisation progressive du pouvoir de vie et de mort sur les personnes extérieures à l'unité allait de pair avec au contraire une tendance à donner un pouvoir accru aux officiers de tous rangs pour sanctionner les partisans. Dans la plupart des unités, alors que s'accroissaient les efforts pour éliminer les cas de *maroderstvo*, les commandants se mirent à exiger l'exécution immédiate des coupables pris en flagrant délit par tout officier présent.

16. Les partisans appréciaient souvent l'expertise des agents du NKVD envoyés de Moscou, mais les conflits d'autorité étaient courants. Le quartier général central du mouvement partisan confirma cependant de nombreuses fois que le commandant de l'unité était la plus haute autorité au sein de son unité et du territoire qu'il contrôlait. Il arrivait régulièrement d'ailleurs que des agents du NKVD soient tués par des partisans (voir par ex. RGASPI, f. 69, op. 1, d. 28, l. 77 ; RGASPI, f. 69, op. 1, d. 757, l. 152-154 ; NARB, f. 1450, op. 1, d. 19, l. 7). Plus généralement, sur le rôle du NKVD en territoire occupé — et une appréciation différente de son importance —, voir Aleksej Popov, *NKVD i partizanskoe dviženie* [Le NKVD et le mouvement partisan], M. : Olma-Press, 2003.

voyaient confier deux tâches distinctes. D'une part, ils devaient lutter contre « les espions, les provocateurs, les terroristes et les saboteurs » tout en s'assurant de la bonne discipline des partisans et de la « pureté idéo-politique des cadres partisans ». D'autre part, ils devaient « créer une base pour le travail à venir des organes officiels (légaux) spéciaux, d'instruction et judiciaires du pouvoir soviétique au moment de la libération ». Il leur était demandé de dresser des listes distinguant les suspects « actifs » qui « représentent une menace sérieuse et immédiate » des « passifs », soit toutes les personnes étant ou ayant été suspectées par les partisans¹⁷. Jusqu'alors, les commandants d'unités devaient déjà établir des listes de collaborateurs, au plus tard au moment de leur jonction avec l'Armée rouge ; cette instruction, qui encadre et systématise cette pratique, est probablement le fruit de l'expérience acquise par les autorités soviétiques dans les territoires libérés en 1942-1943. C'est dans la continuité de cette expérience, que les partisans assumèrent un rôle considérable dans l'épuration qui fit suite à la libération. Ainsi, dans les territoires libérés de Biélorussie, et en accord avec une résolution du CC PC(b) biélorusse du 14 juin 1944, des *istrebitel'nye batal'ony*, formés sur la base des unités de partisans des régions libérées, furent chargés de lutter contre le banditisme sous la direction du NKVD¹⁸.

Dans les territoires occupés, les partisans s'engagèrent ainsi massivement dans la lutte contre les « traîtres ». Se considérant comme porteurs de la légitimité soviétique, ils appliquèrent sommairement une « justice » soviétique selon des normes inspirées de la justice révolutionnaire et militaire, mettant en place des institutions de nature policière et judiciaire calquées sur le modèle de l'Armée rouge. Alors que cette lutte contre les collaborateurs ne faisait pas partie des objectifs officiels du mouvement partisan, la sanction du pouvoir central soviétique fut tardive et circonspecte. Les autorités soviétiques entreprirent progressivement d'encadrer et d'exploiter cette action des partisans. Ce n'est qu'à l'approche de la libération qu'une véritable jonction se fit entre la politique des autorités soviétiques et la pratique des partisans, ce qui se traduit par un rapprochement, puis par une fusion partielle, des partisans et du NKVD.

17. NARB, f. 1450, op. 2, d. 1031, l. 34-41. Sur les deux listes, les suspects devaient être classés en dix catégories : les civils et partisans germanophiles et/ou anti-soviétiques ; les anciens koulaks et les autres éléments socialement étrangers ; les personnes ayant occupé des fonctions civiles dans l'administration d'occupation ; les membres de la police, de l'Armée de libération russe et des unités d'auxiliaires nationaux, etc. ; les collaborateurs qui avaient rejoint les partisans ; les espions, « provocateurs » et « terroristes » envoyés par les Allemands ; les nationalistes biélorusses ; les « fascistes nationaux polonais » ; les membres du PCUS(b) et du Komsomol, les soldats de l'Armée rouge, les agents du NKVD n'ayant pas participé au mouvement partisan ; les membres du parti communiste polonais et du parti communiste de Biélorussie occidentale n'ayant pas rejoint les partisans.

18. Cf. M.V. Piščulenok, éd., *Vystojali i pobedili : Svidetel'stvujut arhivy*, [Ils ont tenu bon et ils ont vaincu : les archives témoignent], Vitebsk : Belorusskij naučno-issledovatel'skij institut dokumentovedenija i arhivnogo dela, 2005, p. 39. En Biélorussie et Ukraine occidentale, les unités de partisans formèrent aussi la première base de la « lutte contre le banditisme », cette fois contre les nationalistes et autres groupes hostiles à l'annexion soviétique.

Le conflit entre partisans et « traîtres » échappa bientôt au cadre strict ainsi établi pour dériver vers une véritable guerre civile hors du contrôle des autorités soviétiques. Très rapidement, celui-ci se réduisit en effet aux zones les plus proches du front où l'action des partisans était avant tout orientée par les priorités tactiques de l'Armée rouge et des autorités soviétiques. La lutte contre les « traîtres à la Patrie » s'y traduisait avant tout par la chasse aux déserteurs. L'unité Suvorov de la 2^e *vadinskaja brigada* peut être considérée comme un modèle de ce type d'unités : formée par les restes d'une unité encerclée à Vjaz'ma¹⁹, elle opérait dans les *rajony* de Baturin et de Duhovin de l'oblast de Smolensk²⁰. À partir du mois de mars 1942, ils opérèrent en conjonction étroite avec l'Armée rouge. Du 16 avril au 4 mai, ils se consacrèrent à la chasse aux déserteurs, en fusillèrent 86, puis 18 autres les 6 et 7 juillet sur ordre du *rajispolkom*, et en envoyèrent 26 au RO (*rajonnyj otdel*) NKVD en territoire non occupé. Comme la plupart des unités de la région, formées de soldats de l'Armée rouge et d'hommes envoyés en territoire occupé sur ordre des autorités soviétiques, l'unité Suvorov échoua à trouver des modes d'action adaptés à l'action de guérilla en territoire occupé. Après la stabilisation du front et à la première intervention allemande en septembre 1942, les partisans de l'unité passèrent le front pour regagner les rangs de l'armée régulière, suivant un mouvement de retraite général des unités de la région de Smolensk entamé dès juin-juillet 1942²¹.

Certaines cependant survécurent, avec deux différences notables par rapport aux autres : celles qui restaient étaient majoritairement composées de locaux et abandonnèrent rapidement les missions fixées par les autorités soviétiques pour se consacrer à la lutte locale contre les collaborateurs. L'unité *Djadja Batja* [oncle Batja] en est un modèle. Elle opérait en 1942 dans les *rajony* de Prečistoe et Jarcevo, dans l'oblast de Smolensk. L'unité, organisée en janvier 1942, compta entre quatre cents et six cents hommes pendant le printemps et l'été ; l'écrasante majorité (entre 60 % et 90 % selon les périodes) étaient des locaux qui opérèrent dans un premier temps en conjonction avec l'Armée rouge, à l'instar des autres partisans. De février à juillet 1942, ils firent traverser le front à près de quatre mille hommes qu'ils avaient mobilisés dans l'Armée rouge, dont deux mille pendant le seul mois de mars²². En outre, à la diffé-

19. Conformément à la tactique de *Blitzkrieg* de la Wehrmacht, les premiers mois de l'offensive allemande sur le front de l'Est furent marqués par de grandes manœuvres d'encerclement, notamment à Smolensk (juillet 1941), Ržev, Vjaz'ma et Brjansk (octobre 1941). Au cours de ces batailles, ce furent parfois des unités entières qui, après avoir réussi à échapper à l'encerclement, se retrouvèrent en territoire occupé, coupées du front. Ces *okružency* fournirent des contingents nombreux aux partisans, formant le noyau dur, voire la grande majorité comme c'est le cas pour la brigade ici mentionnée, de nombreuses unités.

20. RGASPI, f. 69, op. 1, d. 303. Comparer avec RGASPI, f. 69, op. 1, d. 285, d. 309, d. 1070, pour des unités semblables de la région de Smolensk (notamment le régiment Lazo, les unités de Deduška, FD).

21. RGASPI, f. 69, op. 1, d. 303. Les autorités soviétiques étaient furieuses de ces départs massifs ; pour les justifier, toutes les unités concernées avançaient les mêmes explications : elles quittaient les territoires occupés parce qu'elles n'avaient pas de bases de ravitaillement (ce qui causa dans certaines unités des morts dues à la faim en juin-juillet 1942) et parce que, coupées du front, elles ne savaient plus que faire.

22. RGASPI, f. 69, op. 1, d. 365.

rence des unités de soldats de l'Armée rouge, ils établirent des bases solides dans les villages où ils recrutèrent, en éliminant les collaborateurs. À l'été, alors que les autres unités perdaient peu à peu, les partisans de l'unité *Djadja Batja* entrèrent en guerre contre les collaborateurs. Ainsi au mois d'août, selon les journaux des subdivisions de l'unité, une grande partie de leur activité consista à assurer, pendant la moisson, la protection armée des villages qu'ils contrôlaient, et à multiplier les assauts contre les villages voisins. À cause de l'impact conjugué du recrutement des hommes par l'Armée rouge puis par les partisans et de la fuite de ceux qui s'opposaient aux partisans, les villages partisans avaient été vidés de leur population masculine, comme en témoigne le fait que la moisson y était exclusivement assurée par les femmes ; les autres villages étaient considérés comme « ennemis » par les partisans. Le village de Kočekino, par exemple, fut attaqué à plusieurs reprises et entièrement brûlé par les partisans le 8 août 1942. Peu après, ce furent quarante maisons qui furent détruites dans le village de Bojarščina. Le village d'Ivošino fut attaqué au moins huit fois au cours du mois d'août. De nombreux autres villages furent aussi pris pour cibles²³. L'unité *Djadja Batja* s'attira alors rapidement les foudres des autorités soviétiques. L'Armée rouge considérait que cette activité était une perte de temps ; par ailleurs, les accusations de banditisme portées contre l'unité commencèrent à se multiplier²⁴. Pour essayer de reprendre le contrôle, le commissaire de l'unité et tout le *politsostav* de l'unité furent remplacés le 23 août 1942 par des hommes du département politique de la 41^e armée ; le 7 octobre 1942, ce fut le commandant de l'unité qui fut arrêté, sur un ordre signé par Staline²⁵. Cette tentative de reprise en main se solda par un échec. Les partisans quittèrent la zone au mois de novembre 1942, après que les Allemands eurent lancé à la fin du mois de septembre une opération pour en reprendre le contrôle, et ils partirent pour la région de Vitebsk, exportant leurs méthodes. Il faut cependant noter que, d'après les partisans, l'efficacité de l'opération allemande qui les délogea avait, en grande partie, reposé sur l'action des auxiliaires soviétiques des Allemands. Le 7 octobre 1942, un rapport de l'unité *Djadja Batja* avait souligné que les Allemands procédaient à une concentration de leurs forces dans quelques villages clés, mais que le principal danger venait des policiers et des *belorukavniki* — les auxiliaires des Allemands, reconnaissables à la marque blanche sur la manche de leurs uniformes. C'est sur eux que reposait le maillage du territoire. Ils se distinguaient des Allemands par leur activité quotidienne, faite d'embuscades, d'attaques nocturnes en forêt, et représentaient ainsi la principale menace directe pour les partisans²⁶. Ils étaient d'autant plus efficaces qu'ils étaient de la même origine que les partisans, formant un mélange redoutable d'habitants du lieu recrutés dans la police et d'anciens soldats de l'Armée rouge ayant rejoint les forces auxiliaires pour échapper à la captivité. Ainsi, dans la pratique, du côté allemand comme du côté soviétique, la

23. RGASPI, f. 69, op. 1, d. 365. L'unité Ščors connaît un parcours très semblable, dans les mêmes régions, RGASPI, f. 69, op. 1, d. 303, l. 1-10.

24. RGASPI, f. 69, op. 1, d. 303 ; d. 365 ; d. 747.

25. RGASPI, f. 69, op. 1, d. 365, l. 240 ; d. 747, l. 27.

26. RGASPI, f. 69, op. 1, d. 365, l. 142.

guerre menée par et contre les partisans ne devenait réellement efficace que lorsqu'elle devenait une guerre locale, autonome par rapport aux objectifs et aux tactiques des armées régulières et des autorités officielles.

Dans les zones — Biélorussie orientale, Nord-Est de l'Ukraine, forêt de Brjansk — où le mouvement partisan s'organisa dans un premier temps loin du contrôle des autorités soviétiques, les partisans agirent, à partir du printemps 1942, dans des zones de forêts et de marécages, éloignées du front comme des centres de pouvoir urbains et des grandes voies de communication où étaient concentrées les forces allemandes. De nombreux soldats de l'Armée rouge avaient trouvé refuge dans ces zones rurales isolées à l'été et l'automne 1941. Il est frappant de constater que la très grande majorité des partisans classés dans les listes comme « soldats de l'Armée rouge » étaient nés dans les villages où ils se trouvaient au moment de leur recrutement : coupés du front ou échappés de camps de prisonniers de guerre, ces hommes avaient regagné leur région d'origine, rapportant un savoir-faire et une expérience de la guerre qui se révélèrent déterminantes pour l'essor du mouvement partisan.

La première action des unités qui se formaient dans ces régions fut le « rétablissement du pouvoir soviétique » par autant de coups d'État locaux. Le récit de cette première phase se décline selon un schéma récurrent : quelques hommes, soldats, jeunes villageois, vieux communistes locaux se mettaient d'accord pendant l'hiver ; le printemps venu, ils exécutaient quelques *starosty*, dispersaient les policiers, et rétablissaient ainsi le pouvoir soviétique²⁷. Classées comme « traîtres à la Patrie », les victimes de ces premiers actes d'épuration se voyaient rarement reprocher des actes de collaboration précis ; pour les partisans qui émergèrent alors, la portée symbolique de la mise à mort l'emportait nettement sur tous les autres aspects. Le responsable allemand de l'inspection économique dans la région de Vitebsk souligne ainsi à la fin de 1942 la signification de ces premières violences des partisans :

Les premiers meurtres [à l'été 1942] de responsables agricoles à des postes exposés étaient des signaux d'avertissement impossibles à ne pas comprendre. À la vitesse d'un feu de paille, la terreur des bandes se répandit à travers toute la région.²⁸

Tout au plus était-il reproché d'avoir fourni aux Allemands les noms de communistes et de membres du komsomol ou d'avoir abusé de pouvoir et terrorisé la

27. Ce schéma apparaît de façon récurrente dans les rapports, en particulier dans les « histoires d'unité » que les partisans devaient rédiger au moment de leur jonction avec l'Armée rouge ; voir par exemple RGASPI, f. 69, op. 1, d. 158, 159, 160 (régions de Gomel' et Mogilev), d. 163 (région de Vitebsk), d. 215, 224, 225 (région de Brjansk), CDAGOU, f. 63, op. 1, d. 1, f. 64, op. 1, d. 1. Pour des raisons matérielles, il existe peu d'archives de partisans conservées datant de cette première phase de leurs unités, voir par exemple CDAGOU f. 63, op. 1, d. 6-8 et f. 65, op. 1, d. 5, pour des archives datant de l'hiver 1941-1942, à comparer avec les histoires d'unité ; cependant ce récit, quoique stéréotypé, correspond bien à ce qu'on voit se dessiner en filigrane dans les archives allemandes.

28. BA-MA (Bundesarchiv-Militärarchiv), RW-31/794, p. 11.

population, mais les accusations restaient assez vagues. En effet, à la différence des accusations nominales, circonstanciées et détaillées que l'on trouve très souvent par la suite, il n'y a dans cette première phase d'épuration quasiment jamais de fait précisément décrit ou cité — ni noms ni dates ; au demeurant, dans de nombreux rapports, il n'y a tout simplement aucune accusation autre que le fait d'avoir été un *starosta*. Dès l'origine, dans ces configurations, le conflit entre les partisans et les collaborateurs était éminemment local. Les nouveaux partisans avaient vécu au moins quelques mois dans les villages où ils apparaissaient, quand ils n'y avaient pas passé toute leur vie ; leurs cibles étaient clairement identifiées, et même s'il est toujours périlleux d'évaluer le soutien de la population à leur action, il semble indubitable qu'ils purent tout au moins s'appuyer sur le mécontentement d'une partie des habitants et les tensions internes au village.

Les rapports allemands laissent entrevoir l'émergence de ce conflit d'abord de faible intensité, fait d'accrochages, d'exécutions ciblées, d'attaques rapides, qui évolua rapidement vers des formes de guerre civile. Partisans et collaborateurs étaient voisins, ils se connaissaient bien, et les choix des uns et des autres déchiraient les communautés ; la répression allemande s'appuya d'ailleurs sur ces dissensions. Pour de nombreux partisans, l'occupation apparaissait comme l'ultime révélateur des « ennemis du peuple », comme le notait le médecin de l'unité Kocjubinskij :

Lorsque notre patrie vivait des jours difficiles, que les Allemands, venus de l'extérieur, chassaient les hommes qu'ils brûlaient vifs (*Nemcy-ljudolovy i živopaly*), et qu'à l'intérieur, les traîtres déchiraient le peuple soviétique, suçaient comme des sangsues toute la richesse de notre patrie [...], alors tous ceux restés en territoire ennemi furent soumis à un test sévère (*strogij ekzamen*) qui révéla qui était en réalité un véritable patriote pour sa patrie et son peuple, et qui ne l'était pas.²⁹

L'analyse de la collaboration venait ainsi se greffer sur les représentations préexistantes de l'ennemi de l'intérieur. Le conflit pouvait se dérouler au sein même des familles, comme dans le cas du jeune Vasilij : « il n'avait pas dix-huit ans » lorsqu'il vint voir le commandant de son unité pour lui dire qu'« une âme vendue s'est introduite dans ma maison, autorisez-moi à l'en déloger », recevant ainsi la permission d'aller tuer son père devenu policier — ou plutôt, comme le notait dans son journal le commissaire témoin de la scène, celui dont « Vasilij ne se souvenait plus alors qu'il avait été un jour son père »³⁰. Ce sacrifice du père plaçait le jeune Vasilij dans la lignée d'enfants « héroïques » glorifiés par le pouvoir, comme Pavel Morozov, pour cet acte « patriotique » suprême. La mentalité de guerre civile

29. CDAGOU, f. 62, op. 1, d. 1804, l. 75, rapport du responsable du service médical et sanitaire de l'unité de Taranušenko, le médecin N.V. Angstvurm, 23.10.1943.

30. CDAGOU, f. 65, op. 1, d. 72, l. 21. Voir aussi par exemple le récit de l'exécution par une jeune femme chez les partisans de son oncle policier, NA IRI (*Naučnyj arhiv Instituta rossijskoj Istorii rossijskoj Akademii Nauk Otdel rukopisnyh fondov* — Archives scientifiques de l'Institut d'histoire russe de l'Académie des sciences russe, Département des fonds manuscrits), f. 2, raz. 2, op. 2, d. 2 5a, l. 31, cité dans Slepjan, « *The People's Avengers* »..., p. 284-285.

nourrie pendant l'entre-deux-guerres trouvait son aboutissement sous l'occupation, et servit de terreau fertile à l'exacerbation des conflits.

On peut suivre la montée de ces violences dans les registres des unités conservés. Un exemple parlant est ainsi offert par l'unité dirigée par S.A. Kovpak, qui se forma à l'automne 1941 à la frontière russo-ukrainienne, entre Putivl', Jampol' et la forêt de Hinel', à la lisière méridionale du massif forestier de Brjansk. D'octobre 1941 à janvier 1942, les partisans de l'unité de Kovpak exécutèrent une poignée d'espions, deux *starosty*, quelques policiers ; au début du mois de janvier, on assiste à un tournant brutal et à une intensification rapide du conflit. Le 12 janvier 1942, les partisans s'attaquèrent au village de Vorgol et mirent le feu au bâtiment du *sel'sovet* dans lequel s'étaient réfugiés quatre policiers ; trois d'entre eux « furent extraits du bâtiment en feu et fusillés dans la rue comme traîtres à la Patrie »³¹. Au moins 125 traîtres furent ainsi exécutés entre le 12 janvier et le 1^{er} avril 1942 et leurs domiciles détruits³². Ces exécutions furent perpétrées sur un territoire relativement réduit, circonscrit jusqu'au début du mois de mars à la frontière des *rajony* de Putivl', Gluhov et Krolevec (oblast de Sumy), dans un rayon maximal d'une vingtaine de kilomètres autour du village de Zazirki, avant que l'unité ne remonte progressivement au mois de mars d'une cinquantaine de kilomètres vers le nord-est sur la frontière russe. Les chefs d'accusation sont de deux ordres. D'une part, on trouve les policiers, exécutés pour avoir déserté l'Armée rouge, « terrorisé la population » et s'être opposés aux partisans et, d'autre part, un groupe important de responsables accusés de crimes « économiques », d'avoir organisé le pillage des villages pour le compte des Allemands ou « dispersé les biens du kolkhoze ». Cette distinction se traduit dans la répartition par âge des victimes : parmi les 59 morts dont la date de naissance est indiquée, on distingue aisément deux groupes, l'un constitué de jeunes hommes nés entre 1908 et 1924, ce qui correspond précisément aux générations dont était issue l'écrasante majorité des partisans, et le second qui regroupe 22 victimes nées entre 1866 et 1900. Ce second groupe est toujours très présent dans les listes de victimes des unités. On y trouve un mélange de notables locaux qui avaient conservé sous l'occupation des responsabilités analogues à celles qu'ils exerçaient à l'époque soviétique — agronomes, présidents de kolkhozes, comptables, instituteurs devenus secrétaires, directeurs d'usines — et de personnes identifiées comme des opposants au pouvoir soviétique, parfois depuis la révolution³³, souvent des koulaks³⁴. La récurrence de

31. CDAGOU, f. 63, op. 1, d. 8.

32. Ne sont ici comptabilisées que les victimes individuellement identifiées, CDAGOU, f. 63, op. 1, d. 68. Il s'agit des « ordres » de l'unité où les victimes apparaissent soit quand l'ordre est donné de procéder à l'exécution, soit quand est dressée une liste des collaborateurs exécutés pendant la dernière quinzaine de jours ou le dernier mois.

33. Ainsi une des victimes des partisans de Kovpak, née en 1876, est exécutée comme anti-soviétique après qu'on a trouvé chez elle 1 400 roubles tsaristes et 2 400 roubles du gouvernement Kerenskij.

34. Il ne faut pas sous-estimer l'importance du premier groupe parmi les victimes des partisans. Les présidents de kolkhozes, les agronomes, mais aussi les instituteurs et les médecins étaient particulièrement représentés, au point que les membres de ces deux dernières professions

ce schéma laisse deviner comment le conflit entre partisans et collaborateurs se nourrissait d'antagonismes locaux, politiques, sociaux et générationnels, exacerbés par l'occupation. Cependant, dès cette première phase, d'autres traits distinguent l'action des partisans de Kovpak de celle menée par les unités locales qui se formaient alors en Biélorussie notamment. Comme toutes les unités de la région et contrairement au modèle biélorusse, ils furent dès l'origine relativement mobiles, ne restant que rarement plus de quelques jours — souvent quelques heures — dans un village. À partir de l'automne et de l'hiver 1942, les unités de la frontière russo-ukrainienne, de Brjansk à Černigov, devinrent nomades, se lançant toutes dans de longs « raids » vers la Polésie puis l'Ukraine occidentale. À leurs débuts, elles adoptèrent des pratiques qui restèrent ensuite leur marque distinctive dans les régions qu'elles traversèrent. Se spécialisant très tôt dans les assauts de village, elles s'y livraient à un pillage généralisé, accompagné de destructions importantes : tous les bâtiments officiels étaient souvent détruits pendant les combats, ainsi que les greniers, les moulins et les laiteries, en plus des maisons de policiers. Elles détruisaient aussi de façon presque systématique les potences et les registres du village³⁵. Saisissant dans les greniers ce qu'elles pouvaient emporter, elles redistribuaient ensuite aux villageois tout le reste des réserves entreposées. Les modalités d'action de ces unités mobiles, qui se concevaient comme une véritable armée de l'arrière, semblaient ainsi largement relever d'un registre traditionnel mêlant banditisme rural et soulèvement paysan.

À la fin de 1942 et au début de 1943, de nombreuses unités durent, comme celles de *Djadja Batja* et de Kovpak, quitter leurs régions d'origine sous la pression allemande³⁶. Un mouvement de concentration des unités de partisans s'opéra alors en direction des zones qui leur étaient plus sûres. Des unités originaires des régions de Smolensk et du nord de la Russie arrivèrent dans la région de Vitebsk ; les unités du nord-est de l'Ukraine et des pourtours de la forêt de Brjansk se replièrent quant à elles vers la Polésie, dans les régions marécageuses autour du Pripjat'. Dans ces régions, où les concentrations de partisans étaient déjà élevées, l'arrivée de ces « étrangers » aiguisait la compétition pour le contrôle des territoires, des populations

étaient parfois considérés collectivement comme des traîtres par les partisans. Voir par exemple sur les médecins, un rapport de la région de Mogilev, « ce n'est que lorsque le front [...] se trouva sous les murs de Gomel', Mogilev, Bobrujsk et d'autres villes que tous ces "marchands de gloire" (les médecins) [...], pour sauver leur peau, se mirent à fuir les villes [...] comme des rats quittant un navire qui coule », RGASPI, f. 69, op. 1, d. 160, l. 171. Cela alimentait d'ailleurs un fort sentiment de trahison des élites parmi les partisans.

35. Voir Kovpak, mais aussi la liste des potences détruites par l'unité comparable de Jakob Ivanovič Mel'nik in A.M. Dobrovol'skij, éd., *Jakob Ivanovič Mel'nik, 554 dnja partizanskoj vojny : dnevnik, dokumenty* [Jakob Ivanovič Mel'nik, 554 jours de guerre partisane : journal, documents], M., 2006.

36. On peut distinguer un deuxième moment de migration des unités de partisans à partir de la fin de l'été 1943, qui mène certaines unités vers la Biélorussie et l'Ukraine occidentales. Ce second mouvement fut fortement encouragé par les autorités soviétiques pour développer le mouvement partisan dans les régions annexées en 1939 et contrer le danger représenté par l'essor des mouvements anti-soviétiques armés. Les partisans s'engagèrent dans la lutte contre les « bandits nationalistes bourgeois » en Ukraine et les « fascistes biélo-polonais » en Biélorussie mais ces conflits échappent au cadre de cette étude.

et des ressources entre partisans et Allemands et collaborateurs, ce qui achevait la polarisation des camps en présence. On vit alors se former autant de « fronts » intérieurs, délimitant au sein de régions peu étendues les zones des partisans et celles de leurs ennemis. En effet, les premières attaques des partisans contre les villages les plus à leur portée, et souvent les plus isolés, se traduisaient par la fuite de tous ceux qui refusaient leur domination. Ils se regroupaient dans les villages voisins, puis, la pression des partisans augmentant, dans les bourgs et les villes. Les partisans constataient alors de façon récurrente que dans leurs zones, « il n'y a plus d'hommes, il ne reste que des policiers et des traîtres »³⁷.

De cette manière, des zones d'influence respectives se dessinaient, amenant les partisans à ne plus considérer la collaboration d'un point de vue purement individuel, mais à inclure dans le camp ennemi des villages entiers. Ceux-ci étaient soumis à des représailles violentes, dans des assauts au cours desquels tous les opposants présents étaient tués. Dans le village de Rubeževiči, c'est au couteau qu'une vingtaine de policiers furent achevés après le combat par les partisans des unités Stalin et Čapaev³⁸. Dans la nuit du 16 septembre 1942, une des unités de Fedorov s'attaqua au village de Korma, en représailles à une sortie de policiers en forêt ; dans son journal, le commandant Balickij notait avec satisfaction qu'ils avaient à cette occasion tué 55 « policiers », détruit leurs maisons, après quoi ils s'étaient livrés à un pillage en règle du village³⁹. Il soulignait deux jours plus tard que même s'il n'avait pratiquement pas dormi depuis huit jours et était épuisé, il se sentait « furieux comme un animal sauvage » (*zloj kak zver'*)⁴⁰. Les partisans mentionnaient fréquemment ces sentiments de fureur et de rage à l'égard des « chiens » collaborateurs, en particulier lors de ces attaques contre les villages, qui pouvaient régulièrement les mener à incendier tout le village en représailles⁴¹. En juillet 1942, l'unité Čapaev, après avoir « nettoyé » sa zone d'action, incendia et détruisit le village de Mokransy dans l'oblast de Vitebsk « parce que 50 hommes de ce village avaient volontairement rejoint les rangs de la police [et que] les partisans se faisaient très souvent tirer dessus en traversant ce village »⁴². Dans cette situation, les policiers déserteurs qui répondaient à l'appel des partisans, à partir de 1943 essentiellement, étaient souvent très mal acceptés des partisans. Ils étaient soumis à des enquêtes approfondies à la suite desquelles une partie d'entre eux était exécutée⁴³. Les partisans refusaient de servir

37. RGASPI, f. 69, op. 1, d. 28, l. 50.

38. NARB, f. 1450, op. 4, d. 245, cité in Kozak, « Germanskije okkupacionnye voennye... », p.121.

39. CDAGOU, f. 64, op. 1, d. 59, l. 1.

40. CDAGOU, f. 64, op. 1, d. 59, l. 4.

41. Voir aussi l'article d'un journaliste tiré d'un entretien avec Balabaj, un autre commandant des unités de Fedorov, qui soulignait « l'excitation » soudaine qui animait ce jeune et placide instituteur lorsqu'il racontait comment il avait massacré au couteau quinze ennemis (qui, d'après le journal de Balabaj, étaient des policiers), CDAGOU, f. 64, op. 1, d. 62, l. 142.

42. NARB, f. 1450, op. 2, d. 1252, l. 21. Voir d'autres exemples de villages incendiés par les partisans en Biélorussie in Kozak, « Germanskije okkupacionnye voennye... », p. 139.

43. Voir Kozak, « Germanskije okkupacionnye voennye... ».

dans les unités composées majoritairement de policiers déserteurs et étaient réticents à combattre à leurs côtés⁴⁴. L'éventuel passé policier des partisans était toujours soigneusement noté, notamment dans les listes de personnes suspectes transmises à Moscou.

D'autre part, la traduction géographique des camps en présence en espaces amis et ennemis suffisait à définir comme « traîtres » aux yeux des partisans tous ceux qui avaient quitté leur village. C'est ainsi que, progressivement, toute la population masculine en âge de combattre se trouvait entraînée dans un ou l'autre des camps, alors que la pression allemande augmentait et que les échappatoires s'amenuisaient. Les partisans considéraient même que les jeunes hommes déportés en Allemagne étaient des traîtres (sauf lorsque la déportation était clairement une sanction), pour la seule raison qu'ils n'avaient pas rejoint les partisans pour échapper aux Allemands⁴⁵. Ces jeunes gens apparaissaient alors sur les listes de « traîtres » dressées par les partisans et pouvaient devenir des cibles lorsqu'ils rentraient d'Allemagne. Cependant, les principales victimes directes de cette condamnation étaient dans un premier temps les familles, classées comme « familles de traîtres » et susceptibles de tomber sous le coup du « châtiment » des partisans, en particulier dans un contexte de généralisation des sanctions collectives. Lors des expéditions allemandes, ceux qui ne se cachaient pas dans la forêt à l'appel des partisans mais restaient au village à l'approche des Allemands en devenaient aussi suspects.

Au demeurant, ces expéditions allemandes marquaient toujours un changement dans la lutte entre partisans et collaborateurs locaux. Elles achevaient en effet la radicalisation du conflit. Chaque expédition allemande venait alimenter un cycle de vengeance et de règlements de comptes locaux. On peut ainsi prendre comme exemple l'histoire du village de Kopatkeviči, sur le Ptič', au sud de Bobrujsk, telle qu'elle transparait à travers une série d'une dizaine d'interrogatoires de « traîtres » avant leur exécution en novembre 1943⁴⁶. Situé en marge d'une zone de partisans dès le printemps 1942, le village est l'un des points de départ de l'opération allemande Bamberg en mars-avril 1942⁴⁷. L'opération Bamberg se distingue par son ampleur et les tactiques mises en place par les Allemands comme un tournant dans la lutte contre les partisans. Elle fut déclenchée parce que, d'après les rapports allemands, l'essor des partisans dans la région dès le printemps 1942, « non seulement constitue un danger pour les voies de communication [...], mais aussi empêche la saisie et l'évacuation des produits agricoles »⁴⁸. En deux semaines, l'opération fit, selon les rapports allemands, 3 423 victimes soviétiques, contre 7 morts et 8 blessés

44. Voir par exemple NARB, f. 1450, op. 1, d. 160, où sont soulignées les tensions entre les habitants des villages, les partisans locaux et l'unité de Žitkoviči formée à l'été 1943 et composée presque exclusivement de policiers déserteurs.

45. Tout comme la méfiance des partisans à l'égard des prisonniers de guerre, cette condamnation spontanée des déportés en Allemagne annonce les politiques d'épuration mises en place à la libération.

46. NARB, f. 1450, op. 1, d. 160, l. 113-130, 175-200.

47. Pour une analyse détaillée de cette opération, voir Gerlach, *Kalkulierte Morde...*, p. 885-893.

48. BA-MA, RH-22 / 231, p. 28.

allemands ; de surcroît, les Allemands prélevèrent entre autres 2 454 bovins, 2 286 chèvres, 321 cochons, 115 tonnes de céréales, 120 tonnes de pommes de terre. Pourtant, de l'aveu même des Allemands, dès leur départ, les partisans reprirent leur activité dans la région, avec un soutien apparemment renforcé de la part des civils. En effet, plusieurs unités s'y installèrent, comme la 125^e brigade, dont le quartier-général à l'automne 1943 se trouvait toujours dans le village de Dubrova qui était déjà une des principales cibles de l'opération Bamberg. Tout au long de 1942, les policiers de Kopatkeviči harcelèrent les villages de la zone de partisans, se livrant, selon les accusations portées en 1943, à des pillages répétés. À la fin de 1942, les Allemands abandonnèrent le village et se retirèrent vers la station de Ptič'. Les policiers du village et tous ceux qui avaient soutenu l'administration d'occupation les suivirent. Le 22 juin 1943, les Allemands « revinrent » et mirent le feu au village. Pour quatre des onze exécutés, le chef d'accusation principal était justement d'avoir accompagné les Allemands et d'avoir mis le feu à plusieurs maisons. Quant aux autres, ils furent considérés comme des traîtres pour avoir suivi les Allemands à Ptič' où ils avaient exercé des fonctions administratives subalternes⁴⁹. En octobre 1943, ils regagnèrent Kopatkeviči pour échapper à la déportation pour le travail en Allemagne. Lorsque les partisans leur demandaient comment ils avaient osé revenir dans la zone des partisans, ils répondaient tous avoir des parents encore au village ou dans les unités de partisans, sur la protection desquels ils pensaient pouvoir compter. Pourtant, ce furent bien les témoignages des habitants qui amenèrent à leur exécution et à la confiscation de leurs biens par les partisans. À propos des quatre incendiaires et de leurs familles, le rapport souligne que « la population qui se cache dans les forêts exige que soient féroce­ment punis les traîtres à la patrie avec l'aide desquels les fascistes ont brûlé les villages et tué des civils totalement innocents »⁵⁰. Les liens de parenté des policiers avec des partisans ne leur furent d'aucune aide, comme ce fut souvent le cas dans cette guerre civile qui déchirait les familles⁵¹.

Dans ces cas, nombreux, où un semblant d'enquête menait à une véritable condamnation et une exécution, la part des civils qui témoignent, voire dénoncent les personnes visées, est fondamentale. Si l'on suit l'activité de la division de Kovpak à l'hiver 1942-1943, cette implication civile est évidente. La division, nomade depuis l'été 1942, s'installa de novembre 1942 à février 1943 dans la région de Leľčicy. Dans la nuit du 25 au 26 novembre 1942, elle lança une grande attaque contre Leľčicy, au cours de laquelle une des unités comptabilisa 70 policiers tués, dont 13 prisonniers exécutés après le combat. En plus de ces morts « au

49. On trouve ainsi parmi les victimes un secrétaire de l'administration municipale de Ptič' (l'ancien instituteur du village), un cordonnier, un troisième qui distillait de l'alcool pour les Allemands.

50. NARB, f. 1450, op. 1, d. 160, l. 116.

51. Cela apparaît très clairement dans certaines listes de partisans suspects dressées à la demande de Moscou, qui parfois incluait aussi les listes de partisans dont un membre de la famille avait été exécuté par l'unité à laquelle ils appartenaient ; voir par exemple NARB, f. 1450, op. 1, d. 193, l. 120-134.

combat », les archives de l'unité recensent une trentaine de « traîtres à la Patrie » exécutés pour différents actes de collaboration ; ces derniers sont précisément identifiés, et leurs crimes individuellement répertoriés. La liste des villages où habitaient ces traîtres peut être étroitement corrélée à celle des villages où les partisans recrutaient au même moment. Ainsi le 27 novembre, l'unité accueillit 25 nouvelles recrues originaires des villages de Milaševiči, Borovoe, Priboloviči, Turov, puis 40 autres des mêmes villages entre le 2 et le 7 décembre. Sur ces 65 nouvelles recrues, 29 étaient juives. Le 28 novembre, six traîtres furent exécutés, originaires de Milaševiči, Turov et Borovoe, comme dix-sept autres entre le 5 et le 10 décembre — huit d'entre eux furent notamment accusés d'avoir « participé à la chasse des juifs et (de les avoir) exécutés » et d'avoir « volontairement participé au pogrom des juifs à Lel'čicy »⁵², comme six autres traîtres exécutés le 26 décembre, originaires d'Ivanovna Sloboda⁵³. Une fois que la division se remit en marche, ce type d'exécutions se raréfia. Il arrivait cependant que des villageois fassent appel à ces hommes de passage pour se débarrasser d'un collaborateur. Ainsi le 22 février 1943, de passage dans le village de Kosmačevo, les partisans étaient entourés par une vingtaine de villageois qui ont dit « chers camarades, débarrassez-nous de notre *starosta*, car il va nous dévorer vifs, il envoie les gens de force en Allemagne, il a tué deux femmes qui fuyaient l'envoi en Allemagne » ; les partisans arrêtaient le *starosta* et le ramenèrent au quartier général de la division où il fut exécuté le lendemain⁵⁴. Cette implication de la population civile se traduisait par la précision des chefs d'accusation. Ceux-ci révélaient aussi la montée des tensions au sein des communautés sous l'effet de l'accentuation de la pression allemande. En plus de leur participation à la répression allemande, les victimes étaient presque toujours accusées d'avoir pillé le village en imposant des prélèvements excessifs et d'avoir envoyé les jeunes gens en Allemagne. Aux yeux de la population locale, les collaborateurs étaient devenus les principaux coupables des politiques d'exploitation économique imposées par les Allemands. Cette implication explicite de la population civile dans l'identification et l'élimination des « traîtres » contraste fortement avec les exécutions ciblées du début de l'occupation. Dans les premiers temps, les partisans eux-mêmes choisissaient leurs victimes, frappant de manière symbolique des victimes rarement identifiées avec précision, dans le but premier d'asseoir leur légitimité ; dans cette phase plus avancée de l'occupation, pour une partie de la population, cette légitimité des partisans était au moins partiellement assise, ce que montre le fait que la population se tournait vers eux pour « rendre justice ».

52. Les juifs qui ont rejoint l'unité peu avant sont tous originaires des villages de la région et indiquent n'avoir aucune famille. Quant au pogrom mentionné, il pourrait s'agir de l'opération menée par les Allemands à Lel'čicy en septembre 1942, au cours de laquelle 400 juifs de Turov trouvent la mort ; cf. Gerlach, *Kalkulierte Morde...*, p. 608.

53. CDAGOU, f. 63, op. 1, d. 14, d. 99. Les nouvelles recrues mentionnées ici forment une fraction des très nombreuses recrues de ces mois d'hiver ; la plupart sont recrutées dans les villages où la police a été éliminée après assaut.

54. CDAGOU, f. 63, op. 1, d. 99, l. 28 ; dans le même dossier, apparaissent des cas similaires avec un homme qui dénonce son beau-frère (l. 2), ou bien un acte d'accusation rédigé et signé par neuf habitants du village de Dubrova (Seredino-Budskij rajon) (l. 4).

Avec la radicalisation du conflit entre partisans et traîtres, les partisans se mirent aussi à prendre pour cibles les familles de ces derniers, se lançant parfois dans de sanglantes représailles collectives. Le cas du village de Dubrovo dans le district d'Osveja, dans l'oblast de Vitebsk près des frontières russe et lettonne, en constitue un exemple exceptionnellement bien documenté⁵⁵. Le district d'Osveja était considéré dès octobre 1942 par l'inspection économique allemande comme « entièrement aux mains des partisans et échappant ainsi aux prélèvements »⁵⁶. Le village de Dubrovo avait été touché par la grande opération antipartisans allemande « Winterzauber » qui s'était déroulée dans la zone d'Osveja de la mi-février à la fin du mois de mars 1943⁵⁷. Cette opération se distingue de celles qui l'ont précédée dans cette zone particulièrement touchée par le mouvement partisan, par l'ampleur des massacres et des destructions ; selon les Allemands, il y eut du côté soviétique 3 904 morts, 7 465 déportés, 150 villages entièrement brûlés. Une nuit, fin mars ou début avril 1943, 49 « traîtres » furent exécutés au village de Dubrovo par les partisans de la brigade Frunze. Seuls six d'entre eux étaient des hommes adultes, aucun n'avait travaillé pour les Allemands. Des familles entières sur deux à trois générations furent ainsi décimées. Les victimes avaient de deux mois à soixante-dix ans ; vingt-neuf des morts étaient des mineurs. Deux groupes de partisans reçurent l'ordre de procéder à leur exécution pendant la nuit, ils arrêtèrent les familles chez elles, les emmenèrent à la lisière de la forêt où ils les fusillèrent et laissèrent les corps après les avoir dépouillés. Si les partisans interrogés, étrangers à la région, ne savaient pas précisément de quoi les victimes étaient accusées, les quatre habitants qui témoignèrent au cours de l'enquête les identifièrent très précisément. Dix d'entre elles appartenaient à des familles de policiers qui avaient accompagné les Allemands pendant l'opération antipartisans qui venait de s'achever et avaient quitté la région avec eux, laissant derrière eux leurs familles. Quant aux autres, il s'agissait de familles qui étaient parties à Sebež avant l'expédition et étaient revenues ensuite. Les partisans les identifiaient simplement comme « des gens arrivés de Grande Russie » que les habitants accusaient d'espionnage. Les habitants interrogés en dressèrent des portraits différents. Selon eux, toutes ces victimes étaient des habitants du village opposés au pouvoir soviétique ; les témoins relevaient contre eux leur hostilité à la collectivisation, soulignant que ces familles étaient les dernières à avoir rejoint le kolkhoze, en 1940-1941. Pour eux, à l'exception d'une famille qu'ils disaient avoir été « une erreur », « tous [...] nous étions étrangers et personne ne les regrette »⁵⁸. Ce cas permet de mettre en lumière avec une netteté exceptionnelle l'enchevêtrement des

55. NARB, f. 1450, op. 2, d. 58. La documentation exceptionnelle sur ce cas qui ne l'était pas est le résultat d'une enquête menée en août et septembre 1943 par l'*osobyj otdel* de la brigade Frunze ; cette enquête faisait partie de l'instruction menée contre l'ancien commissaire de la brigade. L'enquête ne portait pas sur le bien-fondé de l'exécution mais sur l'indiscipline du commissaire. Elle fut classée sans suite.

56. BA-MA RW-31 / 794, p. 31.

57. Gerlach, *Kalkulierte Morde...*, p. 1012-1014.

58. NARB, f. 1450, op. 2, d. 58, l. 7.

ressorts de l'épuration menée par les partisans, le rôle déclencheur de l'opération allemande, la part de vengeance, le poids des tensions internes à la communauté remontant aux années trente, la participation souvent décisive de la population locale au processus d'épuration.

L'épisode de Dubrovo permet aussi de souligner la place des femmes parmi les victimes de la lutte entre les partisans et les « traîtres ». Il pouvait arriver que les partisans les exécutent, comme à Dubrovo, pour se venger des policiers de leur famille qui avaient pris une part active à des opérations antipartisans⁵⁹. Par ailleurs, elles étaient très souvent exécutées pour espionnage. Le soupçon d'espionnage était néanmoins souvent fondé sur leurs liens de parenté avec des collaborateurs, avec lesquels les partisans les accusaient de rester en contact. De plus, les jeunes femmes en général, y compris lorsqu'elles rejoignaient les partisans, étaient souvent l'objet d'une méfiance accrue. Au sein des unités, elles étaient soupçonnées d'être envoyées comme espionnes parmi les partisans, où elles pouvaient facilement gagner la confiance des commandants avec lesquels elles se liaient⁶⁰, quand elles n'étaient pas tenues pour responsables de la propagation de maladies vénériennes qu'elles auraient contractées au contact des Allemands⁶¹. Les femmes pouvaient cependant être aussi des actrices importantes des processus d'épuration, soit comme témoins à charge, soit comme partisans. Le désir de vengeance était en effet le premier motif invoqué par les femmes pour rejoindre les partisans⁶². Ni les femmes ni les enfants n'échappaient ainsi aux violences de cette guerre civile dans laquelle s'étaient engouffrés les habitants des territoires soviétiques occupés.

Dans les territoires occupés où s'était développé le mouvement partisan, le conflit entre partisans et « traîtres » se radicalisa progressivement, dessinant des territoires amis et ennemis et englobant peu à peu les populations civiles. Alors que jouaient pleinement les tensions et conflits des années trente, des fronts intérieurs

59. Cf. Kozak, « Germanskije okkupacionnye voennye... », p. 137 : dans les archives de la brigade Stalin (district de Baranoviči), sont recensés 61 traîtres et espions exécutés et 31 civils pour leurs liens de parenté avec des collaborateurs ; la nature de ces liens est précisée pour 26 d'entre eux, dont 20 femmes, NARB, f. 3504, op. 1, d. 12, l. 6-27.

60. Voir par exemple NARB, f. 1450, op. 1, d. 850, NARB, f. 1450, op. 2, d. 1305, l. 73-74, RGASPI, f. 69, op. 1, d. 301, RGASPI, f. 69, op. 1, d. 303, l. 78 ; CDAGOU, f. 64, op. 1, d. 62, l. 117. Ce type de plaintes sur les « femmes » des commandants partisans faisait partie, avec les accusations d'abus répétés d'alcool, des récriminations les plus répandues contre les responsables d'unités de partisans. Voir aussi Popov, *NKVD i partizanskoe dviženie*, p. 82-83 ; Kozak, « Germanskije okkupacionnye voennye... », p. 113-114.

61. Cf. NARB, f. 1450, op. 1, d. 887, l. 378 ; RGASPI, f. 69, op. 1, d. 160, l. 174 ; voir aussi NA IRI, raz. 2, f. 2, op. 4, d. 117, l. 8, cité in Slepjan, « *The People's Avengers...* », ou encore Armstrong, *Soviet Partisans...*, p. 164.

62. C'est particulièrement frappant dans les demandes de rejoindre les partisans qui ont été conservées. Il pouvait aussi s'agir d'enfants. Ainsi Balabaj, commandant d'une des unités de Fedorov, note dans son journal — avec une admiration teintée de gêne — l'arrivée de trois enfants, âgés de huit à quatorze ans, venus, armés, rejoindre les partisans pour venger leur mère, exécutée par un policier sur ordre du *starosta* ; ils sont acceptés dans l'unité qui se charge de l'exécution des coupables désignés par les enfants, CDAGOU, f. 64, op. 1, d. 65. Voir aussi CDAGOU, f. 65, op. 1, d. 72, l. 25-26.

se mirent en place et des violences de guerre civile apparurent à l'ombre de la guerre germano-soviétique.

Dans leur guerre contre les « traîtres », les partisans prétendaient représenter le pouvoir soviétique et agissaient avec la conviction qu'ils ne faisaient que préparer tout au plus l'épuration à venir. Par la radicalisation du conflit au cours de l'occupation, les représentations s'étaient cristallisées autour d'une opposition binaire entre « les siens » et les « traîtres ». C'est en ces termes que l'un des commandants des unités de Saburov s'adressa aux habitants du village d'El'no (à la limite orientale de l'oblast de Rovno) le 7 août 1943 :

L'Armée rouge avance, la fin de la guerre approche. Ceux qui n'ont pas participé à la destruction du fascisme sanguinaire devront rendre des comptes, et ceux qui se sont opposés les armes à la main aux partisans — à l'Armée rouge — seront simplement effacés de la surface de la terre avec leur descendance.⁶³

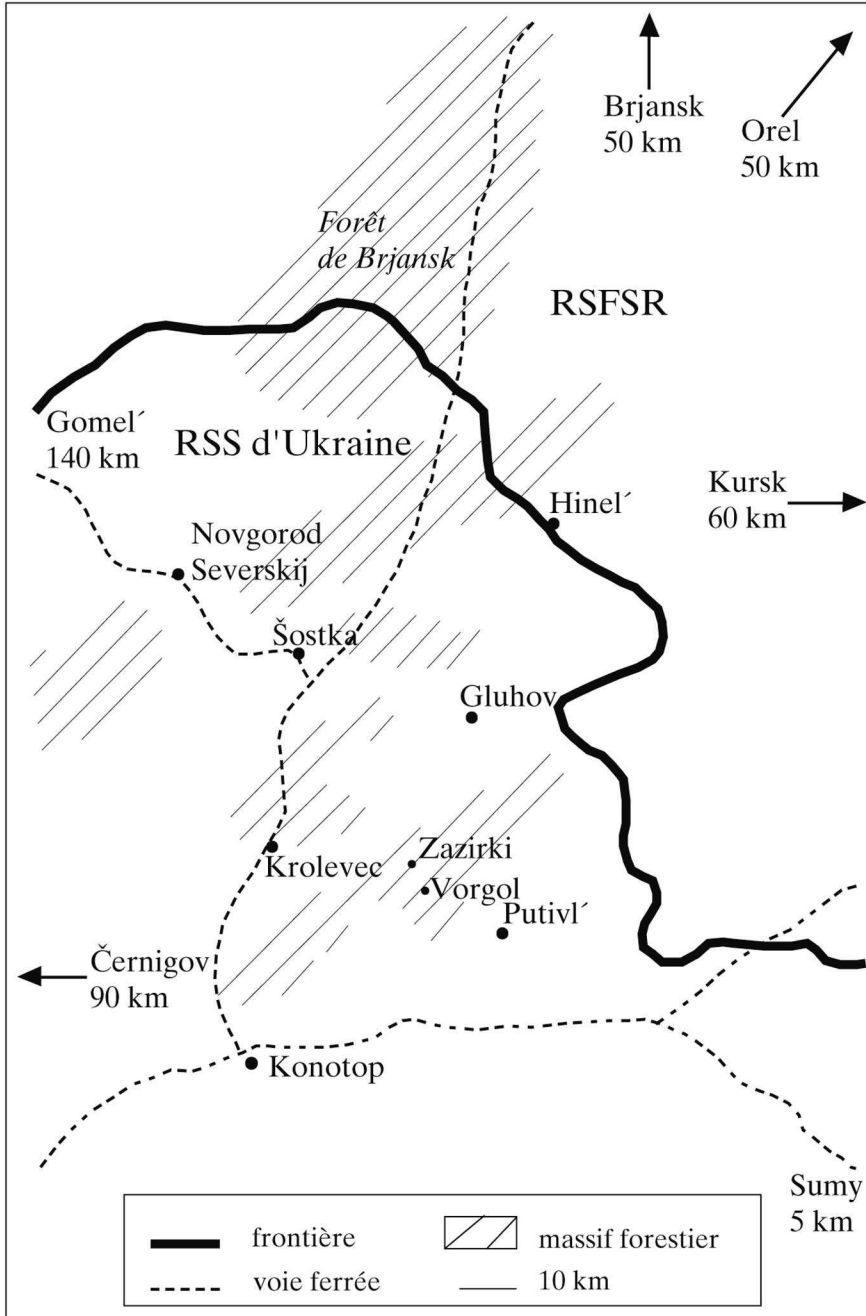
Une nouvelle identité de citoyen soviétique s'était construite autour d'une dichotomie simple. Pour les partisans, les « traîtres » ne méritaient d'autre sanction que la disparition totale, corps et biens, pour expurger du corps social ceux qui lui étaient étrangers. Si cette mentalité de guerre civile était loin d'être partagée par tous les civils en territoire occupé pris dans cet engrenage, le rôle central que jouèrent les partisans dans les instances locales de pouvoir dans l'après-guerre confère une signification essentielle à leur cadre de pensée. Les partisans se concevaient comme le bras armé légitime d'une justice soviétique implacable, les véritables « vengeurs du peuple ». Le pouvoir soviétique s'en remit à eux pour identifier les collaborateurs, sans remettre en cause leur droit de punir, avant de leur donner un rôle central sur le terrain dans le processus d'épuration qui fut lancé dès la libération. L'action des partisans contre les « traîtres » forme ainsi un maillon essentiel à la fois dans l'enchaînement de purges et d'épurations mises en œuvre par la justice soviétique, dans ce qui peut apparaître comme un quasi continuum de guerres civiles couvrant de la révolution à la collectivisation, et dans l'avènement définitif d'une identité soviétique forgée dans et par la guerre.

*Université Paris I Panthéon Sorbonne,
IRICE, Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe*

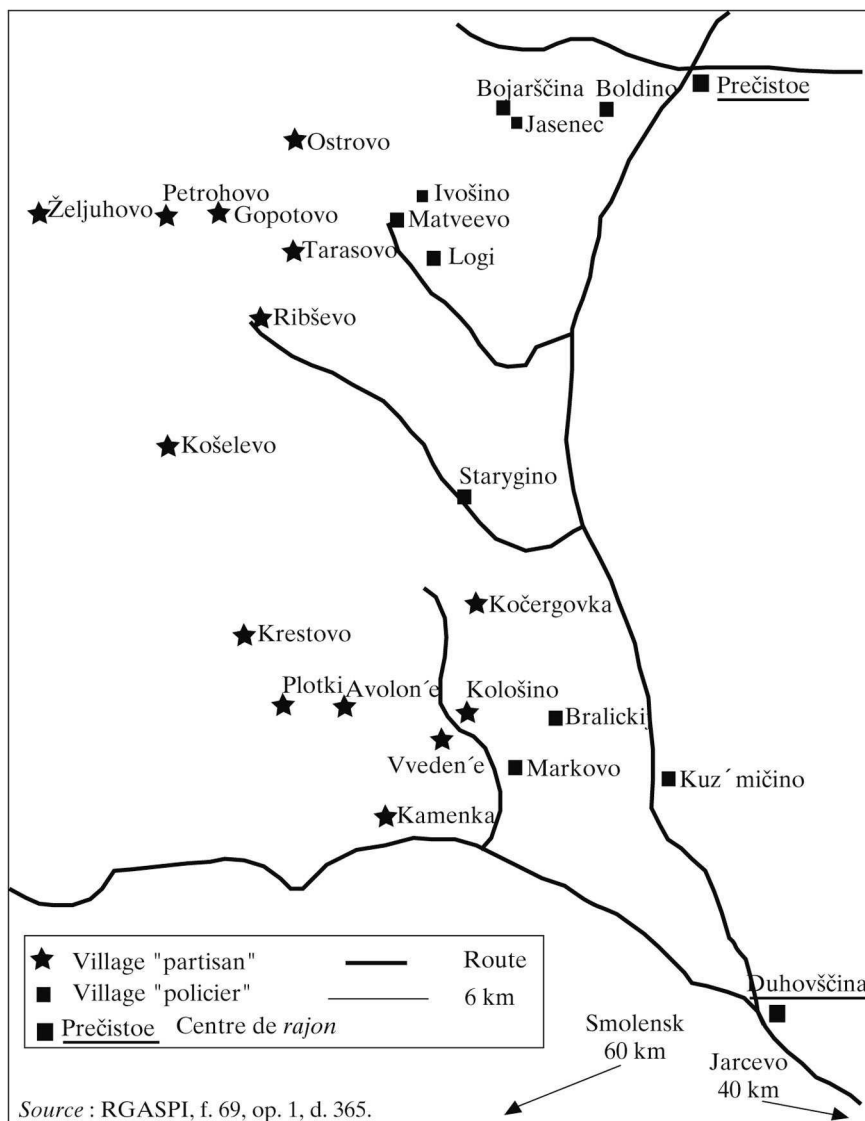
masha.cerovic@gmail.com

63. CDAGOU, f. 65, op. 1, d. 96, p. 6.

Carte 1
Région d'action des unités de Kovpak de l'automne 1941
au printemps 1942, Ukraine, oblast de Sumy

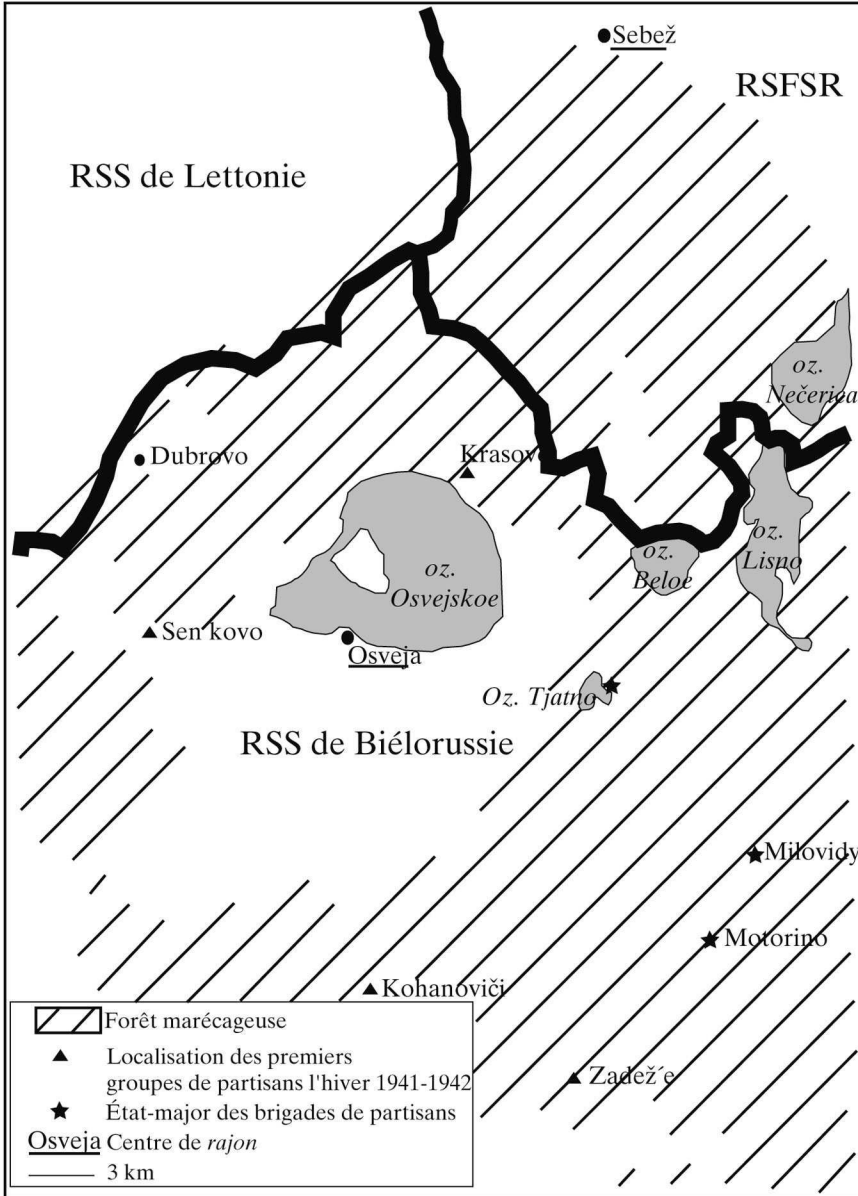


Carte 2
 Les unités Djadja Batja contre les policiers :
 le "front" en août 1942, oblast de Smolensk



Note : Les massifs forestiers ne sont pas indiqués sur les cartes 2, 3 et 4 ; ils recouvrent néanmoins 90 % du territoire.

Carte 3
 Les partisans dans la région d'Osveja,
 été 1943, Biélorussie, oblast de Vitebsk



Carte 4
La région de *Lel'čicy*,
RSS de Biélorussie,
oblast de Polesskaja



Carte 5
Kopatkeviči et ses environs,
RSS de Biélorussie,
oblast de Polesskaja

